

**Le Parlement hongrois a adopté mardi une loi qui jette le voile pour une durée de dix ans sur les détails du projet chinois de modernisation de la ligne de chemin de fer Budapest-Belgrade, « le plus grand projet d'infrastructure jamais réalisé en Hongrie », selon Index.hu.**

Mardi, contre l'ensemble des partis qui constituent l'opposition, les 133 députés du Fidesz-KDNP ont voté en faveur d'une loi qui classe secret les détails du « plus grand projet d'infrastructure jamais entrepris en Hongrie » comme le note le site Index.hu : la rénovation de la ligne de chemin de fer entre Budapest et Belgrade, la capitale serbe, distante d'un peu moins de quatre cents kilomètres.

Le protocole d'accord a été signé au mois de décembre 2014 entre la Hongrie et la Chine, laquelle va octroyer un prêt à la Hongrie pour financer le projet. Selon cet accord, la ligne doit servir de « couloir entre la Chine et l'Europe », pour acheminer des marchandises à 200 km/h depuis le port du Pirée en Grèce.

La rénovation du tronçon hongrois doit coûter 750 milliards de forints (2,3 milliards d'euros), financée conjointement par la Hongrie et l'Eximbank chinoise, l'État hongrois prenant en charge 15 % à l'avance et les 85 % étant prêtés par la Chine.

La partie hongroise du projet sera réalisée par des entreprises appartenant à Lőrinc Mészáros, un ami proche du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, considéré comme [le principal oligarque du Fidesz](#). L'ensemble du projet a été classé d'« intérêt public supérieur ».

## Les deux plus grands créanciers de la Hongrie sont désormais la Russie et la Chine.

### [Investissement chinois monstre pour la ligne à grande vitesse Budapest-Belgrade](#)

Le site Index.hu souligne que « [bien que] les coûts sont extraordinaires, les avantages potentiels semblent maigres : le trafic entre Budapest et Belgrade est faible, la voie ferrée modernisée n'aura pas de connexions avec les lignes principales européennes, et les raisons annoncées publiquement par le gouvernement pour la modernisation n'ont pas de rationalité économique ».

Le projet de loi voté mardi justifie la classification de tous les documents liés au projet par le fait que ceux-ci « menaceraient la capacité de la Hongrie à poursuivre sa politique étrangère et ses intérêts commerciaux sans influence extérieure indue ».

La Coalition démocratique (DK), le Jobbik, le Parti socialiste (MSZP) et Dialogue (Párbeszéd) se sont opposés au projet, estimant qu'il sert que les intérêts chinois aux frais du contribuable hongrois, et ont critiqué sa classification.

Le député socialiste László Szakács a souligné mardi à l'assemblée que les deux plus grands créanciers de la Hongrie sont désormais la Russie et la Chine, ce qui constitue une menace pour l'indépendance politique et économique du pays.

[La Hongrie et ses « perspectives pékinoises »](#)